



## **COMPTE-RENDU DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 14 SEPTEMBRE 2016**

### **MENTION D'AFFICHAGE**

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **mercredi 14 septembre 2016**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, le **26 septembre 2016** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune ([www.mairie-leval.fr](http://www.mairie-leval.fr)).

### **CONVOCATION**

Le **7 septembre 2016**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mercredi 14 septembre 2016 à 18 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Approbation du PV de la réunion du 27 juin 2016

### **1- Travaux - Etudes**

1-1-Modificatif n° 2 au marché de travaux pour la Place Gambetta (Groupement d'entreprises EIFFAGE-MINETTO) pour la restauration de la fontaine de l'angle de la Rue du 8 Mai 1945 et l'annulation de celle de la Rue Nationale

1-2-Schéma de gestion des eaux pluviales - Demande de subventions complémentaires auprès de la Région et de l'Agence de l'Eau suite à la commande d'une étude topographique auprès de OPSIA

### **2 - Finances**

2-1- Services Publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement Collectif - Choix du mode de gestion (en régie ou par contrat de délégation de service public (DSP))

2-2- Décision modificative du Budget Communal pour permettre le remboursement d'une taxe d'aménagement à un particulier (permis de construire sans suite)

2-3- SOLIDARITE ITALIE - Appel lancé par l'Association des Maires de France pour venir en aide aux victimes du séisme du 25 août 2016.

### **3 - Personnel communal**

3-1- Création d'un emploi permanent à temps complet d'Agent de Maîtrise (promotion interne)

3-2- Création d'un emploi en CUI-CAE (contrat aidé) ou en C.D.D. d'adjoint d'animation pour les activités périscolaires et le centre de loisirs

#### **4 - Administration générale**

4-1 - Composition de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte

4-2 - Modification des statuts communautaires au titre de la compétence GEMAPI (gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations)

4-3 - Vente d'un terrain (Le Grand Claou) à GRDF pour l'installation d'un équipement technique (poste de transport de gaz naturel)

4-4 - Document d'information communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)

**5** - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

**6** - Questions écrites

**7** - Questions orales

## **COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE**

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mercredi 14 septembre 2016, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

**Présents** : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GIRAUD Xavier - BREBAN Julie - GAUTIER Rémi - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - NAL André - REES Pénélope - MUNIER Denise - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - GAQUIERE Ingrid - CEMBRANI Romain - COLLAINÉ Olivier - BOULE AMPHOUX Isabelle - COEURDEUIL Yves - GAULET Renaud - FOURNEL Gilles - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

**Absents excusés** : M. PAZ Aymeric (pouvoir à M. COEURDEUIL)

**Secrétaire de séance** : Mme Patricia INGRASSIA

soit 26 présents et 1 absent excusé ayant donné pouvoir, soit 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.

### Approbation du PV de la réunion du 27 juin 2016

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 27 juin 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 27 juin 2016,

A l'unanimité moins une abstention (M. GAULET),

**APPROUVE** ce document.

### 1- Travaux - Etudes

1-1-Modificatif n° 2 au marché de travaux pour la Place Gambetta (Groupement d'entreprises EIFFAGE-MINETTO) pour la restauration de la fontaine de l'angle de la Rue du 8 Mai 1945 et l'annulation de celle de la Rue Nationale

Par délibération du 18 février 2016, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à lancer l'opération relative à la restauration des fontaines de la Place Gambetta et de la Rue Nationale pour une estimation des travaux s'élevant à 50.144 € HT. Un fonds de concours était demandé auprès de la Communauté de Communes du Comté de Provence à hauteur de 10.000 €.

Le Maître d'œuvre a donc rédigé les documents nécessaires pour commander ces options (1b pour 23.442 € et 1c pour 26.702 €) prévues initialement dans le marché de travaux passé avec le Groupement d'entreprises « EIFFAGE-MINETTO » pour un montant de 1.426.661,51 € HT (tranche ferme et tranches conditionnelles).

Par délibération du 27 juin 2016, le Conseil Municipal a donc accepté la modification n° 1 au marché de travaux précité pour un montant total HT de 50.144 €.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, depuis, la restauration de la fontaine de la Rue Nationale a été annulée vu les nombreuses plaintes émanant des riverains contre ce projet. Il ajoute par ailleurs qu'au cours des différents travaux de terrassements pour l'aménagement de la Place Gambetta et la rue Nationale, il est apparu très délicat de conserver la fontaine de l'angle de la Rue du 8 Mai 1945 en l'état sans un risque important de fuite ou de dégradation et de reprise ultérieure sur des aménagements de surfaces récents. Il propose donc que l'option 1a soit commandée pour un montant de 37.652 € HT.

Il indique enfin que modification n° 2 présentée annule et remplace la modification de marché n°1 dans laquelle apparaissait une erreur de report de prix dans l'option 1c fontaine place Gambetta- prix n°11.4.5 - Remontage et travaux sur site) pour 4.652 € HT.

Le montant total des travaux concernés par cette modification n° 2 s'élève à 69.006 € HT. Monsieur le Maire informe d'autre part à l'assemblée qu'un mécène privé a fait don de 10.000 € pour participer à la restauration de la fontaine de l'angle de la Rue du 8 Mai.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de l'autoriser à signer cette modification de marché n° 2.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ACCEPTE** la proposition de modification n°2 au marché de travaux passé avec le Groupement d'Entreprises « EIFFAGE-MINETTO » pour l'aménagement de la Rue Nationale et de la Place Gambetta pour un montant de 69.006 € HT (options 1a et 1c),

**PRECISE** que la modification n° 2 annule et remplace la modification n° 1 approuvée par délibération du 27 juin 2016,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite modification n° 2,

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2016 (chapitre 23)

1-2-Schéma de gestion des eaux pluviales - Demande de subventions complémentaires auprès de la Région et de l'Agence de l'Eau suite à la commande d'une étude topographique auprès de OPSIA

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibérations du 22 juin 2015 et 20 janvier 2016, la décision a été prise d'élaborer un schéma directeur du réseau pluvial, avec un volet spécifique sur les zones inondables.

M. le Maire informe l'assemblée qu'un dossier de demande de subvention a été adressé depuis à l'Agence de l'Eau et à la Région et qu'un montant maximum respectif d'aide de 50 et 30 % pourrait être alloué à la Commune.

Il rappelle que l'estimation initiale de l'opération avait été arrêtée à 50.000 € HT et les subventions demandées sur ce montant.

Il indique que le montant définitif des études commandées s'élève à :

-élaboration du schéma de gestion des eaux pluviales (ACRI HE) : 33.035 € HT

-réalisation de plans topographiques (OPSIA)..... : 28.486 € HT

-mission d'assistance au maître d'ouvrage (SPL « ID 83 »)..... : 4.200 € HT

Soit un total général de ..... 65.721 € HT

Il propose au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à solliciter un réajustement des subventions précitées et de modifier le plan de financement prévisionnel en conséquence.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND EN COMPTE** le nouveau montant de l'étude visant à l'élaboration d'un schéma de gestion des eaux pluviales, soit 65.721 € HT

**ARRETE** le plan de financement prévisionnel des études nécessaires à l'élaboration du schéma directeur de gestion du réseau pluvial comme suit :

-	Subvention Agence de l'Eau (50 %)	32.860 €
-	Subvention de la Région (30 %)	19.716 €
-	Autofinancement	13.145 €

TOTAL...65.721 €

**SOLLICITE** une subvention à hauteur de 50 % auprès de l'Agence de l'Eau et de 30 % auprès de la Région.

### 2-1- Services Publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement Collectif - Choix du mode de gestion (en régie ou par contrat de délégation de service public (DSP))

#### EAU POTABLE

Monsieur le Maire indique que, conformément à l'article L 5333-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commune de LE VAL est compétente dans le domaine de la gestion du service public de l'eau potable.

Le 22 janvier 2005, un contrat d'affermage a été conclu avec la société SEERC pour assurer l'exploitation du service public de distribution de l'eau potable. Ce contrat a alors pris effet pour une période de 12 ans et prendra donc fin le 21 janvier 2017.

Afin de faire face à cette échéance, la Commune a confié au bureau d'études « HYDREAUX CONSULT » l'étude comparative concernant les différents modes de gestion du service public de l'eau potable.

A l'issue de cette étude comparative, l'affermage apparaît comme le mode de gestion le plus adapté aux attentes et aux besoins de la Commune. Cette analyse multi-critères, ainsi que les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire, sont présentées dans le rapport du Maire (ci-annexé) sur le choix du mode de gestion, tel que prévu par l'article L 1411-4 du C.G.C.T..

Conformément à la lecture combinée de cette disposition et de celle de l'article L 1413-1 du C.G.C.T., Monsieur le Maire a soumis au préalable son rapport pour avis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux le mardi 13 septembre 2016.

Cette commission a émis un avis favorable au principe du recours à la gestion déléguée du service public de l'eau potable, sous la forme d'un affermage, comme proposé par M. le Maire.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir approuver cette proposition.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et avoir pris connaissance de son rapport,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins deux abstentions : MM. KINET et VERDON,

**DECIDE** d'approuver le principe de gestion du service public de distribution d'eau potable de la commune dans le cadre d'une délégation de service public par affermage pour une durée de 10 ans et ce au vu du rapport de Monsieur le Maire contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Maire d'en négocier les conditions précises dans l'intérêt de la collectivité et des usagers.

## ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire indique que, conformément à l'article L 5333-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commune de LE VAL est compétente dans le domaine de la gestion du service public de l'assainissement collectif.

Le 22 janvier 2005, un contrat d'affermage a été conclu avec la société SEERC pour assurer l'exploitation du service public d'assainissement collectif. Ce contrat a alors pris effet pour une période de 12 ans et prendra donc fin le 31 décembre 2016.

Afin de faire face à cette échéance, la Commune a confié au bureau d'études « HYDREAUX CONSULT » l'étude comparative concernant les différents modes de gestion du service public de l'assainissement collectif.

A l'issue de cette étude comparative, l'affermage apparaît comme le mode de gestion le plus adapté aux attentes et aux besoins de la Commune. Cette analyse multi-critères, ainsi que les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire, sont présentées dans le rapport du Maire (ci-annexé) sur le choix du mode de gestion, tel que prévu par l'article L 1411-4 du C.G.C.T..

Conformément à la lecture combinée de cette disposition et de celle de l'article L 1413-1 du C.G.C.T., Monsieur le Maire a soumis au préalable son rapport pour avis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux le mardi 13 septembre 2016.

Cette commission a émis un avis favorable au principe du recours à la gestion déléguée du service public de l'assainissement collectif, sous la forme d'un affermage, comme proposé par M. le Maire.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir approuver cette proposition.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et avoir pris connaissance de son rapport,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins deux abstentions : MM. KINET et VERDON,

**DECIDE** d'approuver le principe de gestion du service public de l'assainissement collectif de la commune dans le cadre d'une délégation de service public par affermage pour une durée de 10 ans et ce au vu du rapport de Monsieur le Maire contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Maire d'en négocier les conditions précises dans l'intérêt de la collectivité et des usagers.

**2-2- Décision modificative du Budget Communal pour permettre le remboursement d'une taxe d'aménagement à un particulier (permis de construire sans suite)**

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

Mme BREBAN indique au Conseil Municipal que :

1°) aucun crédit n'ayant été prévu à l'imputation budgétaire 102296 de la section d'investissement pour le remboursement à un particulier au titre d'une taxe d'aménagement à lui restituer suite à un dégrèvement accordé par la Direction des Finances Publiques, il est nécessaire de procéder à un virement de crédit de 865 € soit :

102296 - Reprise sur taxe d'aménagement.....	+ 865 €
01-023 - Virement à l'investissement.....	+ 865 €
01-021 - Virement du fonctionnement.....	+ 865 €
6718-020 - Autres charges exceptionnelles.....	- 865 €

2°) A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal accepte de traiter le dépassement de crédit suivant :

Aucun crédit n'ayant été prévu à l'imputation budgétaire 343-2181-020 pour la fourniture et pose d'un climatiseur réversible fixe dans le bureau du Maire (en remplacement de l'appareil vétuste et hors service) il est nécessaire de procéder à un virement de crédit de 2.520 € soit :

307 -Acquisition matériel - 2188 - 020.....	- 2.520 €
343 -Hôtel de Ville-2181 - 020.....	+ 2.520 €

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité le premier point de la décision modificative n° 3 soit le virement de crédit au 102296 pour 865 €,

**APPROUVE** à la majorité (1 CONTRE : Mme REES et 5 ABSTENTIONS : MM. FOURNEL-KINET-COEURDEUIL-VERDON-LANGE) le second point de la décision modificative n° 3 soit le virement de crédit du 307-2188-020 au 343-2181-020 pour 2.520 €.

**2-3- SOLIDARITE ITALIE - Appel lancé par l'Association des Maires de France pour venir en aide aux victimes du séisme du 25 août 2016.**

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée délibérante d'un courrier du Président des Maires du Var lançant un appel à la solidarité auprès des communes varoises pour venir en aide à l'Italie, suite aux dégâts matériels et humains (250 morts et 365 blessés) occasionnés par le séisme survenu le 25 août 2016 et qui a frappé le centre du pays réduisant à l'état de ruines plusieurs villages.

Il demande au Conseil Municipal d'étudier cette demande avec toute la bienveillance possible.



## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** d'accorder une subvention de 1.000 € à l'ITALIE afin de venir à son secours suite aux dégâts importants occasionnés par le séisme du 25 août 2016 et participer à la lourde tâche de reconstruction qui sera la sienne.

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Commune (chapitre 65).

### **3 – Personnel communal**

3-1- Création d'un emploi permanent à temps complet d'Agent de Maîtrise (promotion interne)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la politique municipale visant à veiller au bon déroulement des carrières du personnel communal, il est souhaitable que les agents qui réussissent des examens ou des concours puissent être nommés sur le grade accessible, ceci dans le respect des besoins des services et des crédits budgétaires.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée du Personnel Communal.

M. DEBAQUE propose à l'assemblée délibérante la création d'un poste d'Agent de Maîtrise pour y nommer un agent des Services Techniques qui a réussi l'examen et qui est inscrit sur la liste d'aptitude établie par le CDG 83.

Il précise que cet avancement de grade n'aura pas d'incidence sur la fonction de l'agent qui demeure inchangée.

Cet emploi permanent et à temps complet sera créé à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2016.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint,

Après avoir entendu l'intervention de M. Xavier GIRAUD, Adjoint, qui se prononce contre cette création d'emploi car, pour lui, une nomination à ce grade d'un Adjoint Technique de 2<sup>ème</sup> classe, sans qu'une fiche de poste décrivant les fonctions de l'agent concerné ne soit établie au préalable, perturberait l'organigramme établi à ce jour,

Après avoir entendu les diverses questions posées par certains Conseillers Municipaux,

Sur proposition de Monsieur le Maire de renvoyer cette question à la prochaine réunion du Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins un CONTRE (M. GIRAUD qui dit vouloir simplement exposer ses arguments sans vouloir influencer personne et qui souhaite le maintien de cette question) et une ABSTENTION (M. KINET),

**DECIDE** de renvoyer ce dossier à la prochaine réunion du Conseil Municipal afin de permettre de répondre à toutes les questions posées et à éclaircir les modalités de cette création de poste en regard de la nomination de l'agent en question.

3-2- Création d'un emploi en CUI-CAE (contrat aidé) ou en C.D.D. d'adjoint d'animation pour les activités périscolaires et le centre de loisirs

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que quatre emplois aidés ont déjà été créés depuis le début de l'année, deux pour les services techniques, un pour le service « voirie » et un pour le service « enfance ».

A ce jour, le service « Enfance » doit se doter d'un agent supplémentaire et Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse », propose de créer un cinquième emploi aidé.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Annette PASQUET.

Mme PASQUET indique qu'un emploi pour l'animation des activités périscolaires et du Centre de Loisirs est à créer pour le bon fonctionnement des NAPS, et ce à temps complet, dès le 3 octobre 2016.

Elle propose la création d'un emploi aidé (C.U.I./C.A.E.), sur 2 ans (un an renouvelable 2 fois par période de 6 mois), avec formation obligatoire pour la période de renouvellement uniquement, emploi pour lequel une aide de l'Etat à hauteur de 75 % est accordée (avec un suivi par le CEDIS).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse »,

Considérant l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** le projet de création d'un emploi au service « Enfance » dans le cadre des contrats aidés « C.U.I./C.A.E. »,

**DECIDE** de créer un poste d'Adjoint d'Animation de 2<sup>ème</sup> classe en contrat aidé (CUI/CAE) à compter du 3 octobre 2016,

**PRECISE** que le contrat sera de 35 h par semaine avec une aide de l'Etat versée sur la base maximum de 26 heures hebdomadaires. La durée du contrat est de 2 ans (un an renouvelable 2 fois par période de 6 mois), avec formation obligatoire pour la période de renouvellement uniquement,

**INDIQUE** que la rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec le CEDIS pour ce recrutement,

**PRECISE** que les crédits nécessaires à la rémunération restant à la charge de la Commune, après déduction faite de la participation de l'Etat, sont inscrits au budget 2016 de la Commune (chapitre 012).

#### 4 - Administration générale

##### 4-1 - Composition de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que :

Vu l'article 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu le code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) et notamment l'article L5211-6-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 12/2016 - BCL du 29 mars 2016 portant Schéma de Coopération Intercommunale du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n°13/2016-BCL du 31 mars 2016 portant projet de périmètre d'une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du Comté de Provence, Sainte-Baume Mont-Aurélien et du Val d'Issole ;

Vu les délibérations des conseils communautaires des communautés de communes du Comté de Provence (13 juin 2016), Sainte-Baume Mont-Aurélien (2 juin 2016) et du Val d'Issole (8 juin 2016), approuvant l'arrêté préfectoral n°13/2016-BCL du 31 mars 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°41/2016-BCL du 5 juillet 2016 portant création d'une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du Comté de Provence, de Sainte-Baume Mont-Aurélien et du Val d'Issole ;

Vu la délibération n° 2016 - 115 du Conseil de Communauté du Comté de Provence du 25 juillet 2016 approuvant la répartition des 52 sièges constituant le Conseil d'agglomération de la Provence Verte ;

Considérant qu'il revient aux conseils municipaux de délibérer sur la composition de l'organe délibérant de la Communauté d'agglomération dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral n°41/2016-BCL ;

Considérant que cette composition doit être adoptée à la majorité qualifiée, « ...des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population de celles-ci ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus des deux tiers de la population de celles-ci », conformément à l'article L5211-6-1 du CGCT ;

Il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter la composition de l'organe délibérant de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte, créée par arrêté préfectoral n°41/2016-BCL du 5 juillet 2016, telle qu'approuvée par délibération n° 2016 - 115 du Conseil de Communauté du 25 juillet 2016, conformément à l'article L5211-6-1 du CGCT, répartie comme suit :

REPARTITION DES 52 SIEGES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION			
	Nom de la Commune	Nombre de sièges actuels	Répartition des sièges proposée
<b>Comté de Provence</b>	Brignoles	16	9
	Camps la Source	2	1
	Carcès	4	2
	Chateauvert	1	1
	Correns	2	1
	Cotignac	3	1
	Entrecasteaux	2	1
	La Celle	2	1
	Le Val	5	2
	Montforts sur Argens	2	1
	Tourves	5	2
	Vins sur Caramy	2	1
	<b>Total</b>	<b>46</b>	<b>23</b>
<b>Sainte Baume Mont Aurélien</b>	Bras	4	1
	Nans les Pins	6	2
	Ollières	1	1
	Plan d'Aups Ste Baume	3	1
	Pourcieux	2	1
	Pourrières	7	2
	Rougiers	3	1
	Saint Maximin La Ste Baume	17	9
	<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>18</b>
<b>Val d'Issole</b>	Forcalqueiret	4	1
	Gareoult	9	3
	La Roquebrussanne	4	1
	Mazaugues	2	1
	Méounes les Montrieux	4	1
	Néoules	4	1
	Rocbaron	6	2
	Sainte Anastasie sur Issole	4	1
	<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>11</b>
<b>TOTAL</b>		126	<b>52</b>

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ADOpte** la composition de l'organe délibérant de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte, créée par arrêté préfectoral n°41/2016-BCL du 5 juillet 2016, telle qu'approuvée par délibération n° 2016 - 115 du Conseil de Communauté du 25 juillet 2016, conformément à l'article L5211-6-1 du CGCT, répartie comme indiqué dans l'exposé.

**4-2 - Modification des statuts communautaires au titre de la compétence GEMAPI (gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations)**

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var en date du 26 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Comté de Provence et ses statuts modifiés par arrêté préfectoral le 31 mars 2014, notamment ses compétences en matière de « gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations comprenant notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'un contrat de rivière pour le Caramy. Pour l'exercice de ces compétences, la Communauté de Communes peut adhérer à un Syndicat Mixte conformément à l'article L5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales » ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite « loi MAPTAM » qui a instauré une compétence obligatoire et exclusive au profit des Communes et EPCI à fiscalité propre en matière de « gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations (GeMAPI) », au 1<sup>er</sup> janvier 2016 repoussée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 par la loi NOTRe ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L5211 et suivants, L 5711-1 et suivants relatifs à la création et au fonctionnement des syndicats mixtes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02/2014 du 3 février 2014 portant projet de périmètre du syndicat mixte de l'Argens et ses statuts approuvés par délibération n° 2013 - 212 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2013 ;

Vu la séance d'installation du Comité syndical du Syndicat Mixte de l'Argens du 3 octobre 2014 ;

Vu la délibération n° D 2016 13 du Comité syndical du Syndicat Mixte de l'Argens (SMA) du 25 avril 2016 portant modification de ses statuts ;

Vu la délibération n° 2016 - 95 du Conseil de Communauté du 13 juin 2016 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence en matière de GeMAPI ;

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par délibération n° 2016 - 95 du 13 juin 2016, le Conseil de Communauté du Comté de Provence propose aux communes membres une modification de ses statuts en matière de « gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations comprenant notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'un contrat de rivière pour le Caramy. Pour l'exercice de ces compétences, la Communauté de Communes peut adhérer à un Syndicat Mixte conformément à l'article L5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales ».

Aussi il est demandé au Conseil Municipal :

1°) - d'approuver la modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence, tels qu'annexés, en matière de « **gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations** comprenant notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'un contrat de rivière pour le Caramy. Pour l'exercice de ces compétences, la Communauté de Communes peut adhérer à un Syndicat Mixte conformément à l'article L5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales », comprenant :

- ✓ au titre de la compétence **Gestion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations (GEMAPI)** :
- ✓ la définition et la mise en œuvre de stratégies d'aménagement du bassin
- ✓ l'entretien et l'aménagement des cours d'eau
- ✓ la défense contre les inondations et contre la mer : système d'endiguement et aménagements hydrauliques
- ✓ la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que les formations boisées riveraines
- ✓ au titre des missions relevant du domaine **Hors-GEMAPI** :
- animation et portage du SAGE, du PAPI, du Contrat de Rivière et de la SLGRI
- suivi quantitatif et qualitatif des eaux superficielles des cours d'eau.

Le principe de transfert ou délégation au Syndicat Mixte de l'Argens des missions relevant de la compétence obligatoire GEMAPI mais également des missions relevant des compétences supplémentaires (hors-GEMAPI) est conditionné à la reconnaissance préalable d'un intérêt commun au bassin qui repose sur l'appréciation de 5 critères :

- ▶ la sécurité des personnes
- ▶ la protection d'un bassin d'emploi
- ▶ la protection d'un espace agricole
- ▶ la restauration morphologique
- ▶ la solidarité de bassin versant

Les actions ne relevant pas de l'intérêt commun au bassin sont considérées comme relevant d'un intérêt local et donc de la compétence exclusive de la Communauté de Communes.

2°) - d'autoriser Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Comté de Provence à solliciter l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var pour la modification des statuts sous réserve de l'obtention de la majorité définie à l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence, tels qu'annexés, en matière de « **gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations** comprenant notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'un contrat de rivière pour le Caramy»

**AUTORISE** Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Comté de Provence à solliciter l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var pour la modification des statuts sous réserve de l'obtention de la majorité définie à l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### 4-3 - Vente d'un terrain (Le Grand Claou) à GRDF pour l'installation d'un équipement technique (poste de transport de gaz naturel)

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée que, par délibération du 13 mai 2004, le Conseil Municipal a accepté de céder à la société « GRTGAZ » une parcelle de terre de 600 m<sup>2</sup> (E 1777) issue d'un terrain communal (E 849) situé lieudit « Le Grand Claou » d'une superficie initiale de 378.725 m<sup>2</sup>. Cette société souhaitait y implanter une installation technique à raccorder au gazoduc proche.

Le Service des Domaines avait été consulté et avait donné une valeur vénale du terrain estimée à 600 € (1€ le m<sup>2</sup>).

Une promesse de vente avait alors été signée au prix de 2 € le m<sup>2</sup> avec interdiction pour la Commune de vendre ou de louer ledit terrain moyennant un loyer mensuel de 50 € à verser jusqu'au jour de la vente.

Plusieurs années se sont écoulées sans suite donnée par « GRTGAZ » à cette promesse de vente mais récemment le Notaire de la Société a contacté la Mairie en proposant un projet d'acte de vente conforme à la promesse de l'époque.

Monsieur le Maire donne lecture de ce projet d'acte à l'assemblée et demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

Vu l'utilité publique du projet de « GRTGAZ »,

A la majorité

**ACCEPTE** de céder à la Société « GRTGAZ » la parcelle cadastrée E 1777 pour 600 m<sup>2</sup> « Le Grand Claou » au prix de 1.200 € (2 € le m<sup>2</sup>).

**ACCEPTE** les termes du projet d'acte de vente présenté par le Notaire de ladite société,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cet acte ainsi que tous les documents visant à officialiser cette transaction.

#### 4-4 - Document d'information communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée d'un courrier reçu de Monsieur le Préfet du Var relatif à l'élaboration d'un Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM), document dont doivent disposer toutes les communes du Var car situées à minima en zone de sismicité 2 et exposées à un risque élevé d'incendie. Ce document doit être mis à disposition du public pour consultation en mairie.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité, qui a rédigé le DICRIM.

M. Xavier GIRAUD procède à une projection du document et commente de façon détaillée les diverses fiches évoquant les risques majeurs pouvant être constatés sur le territoire communal (inondations, incendies, mouvements de terrain, transport de matières dangereuses) et indiquant les mesures à prendre pour y faire face dans les meilleures conditions possibles pour la sécurité de la population.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité,

Après avoir pris connaissance du DICRIM rédigé par M. Xavier GIRAUD,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**VALIDE** le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) présenté,

**DEMANDE** à Monsieur le Maire de bien vouloir le transmettre à Monsieur le Préfet

**INDIQUE** que le DICRIM sera mis à disposition du public sous format papier mais aussi dématérialisé (sur le site officiel de la Commune).

Un avis sera affiché aux lieux habituels pendant une période minimale de deux mois après dépôt du dossier au Contrôle de Légimité. Il sera mis en ligne sur le site officiel de la Commune de façon permanente.

### **5 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal**

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 27 juin 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

27/06/2016	17-Délivrance d'une concession concernant une case de columbarium dans le site cinéraire du 3ème cimetière Mme MORIN		+ 300,00 €
28/06/2016	18-Contrat de maintenance pour la révision de l'installation campanaire de l'Eglise et de la tour de l'horloge - Azur Carillon Provence Electrotechnique	340 € par mois révisable selon l'indice ICHTrev-S	
01/07/2016	19-Attribution des travaux de restauration des vitraux de l'église - SARL VITRAUX IMBERT	16 367,25 €	19 640,70 €
08/07/2016	20-Attribution de la mission d'équipement en climatisation des locaux de la Police Municipale - SARL CALECO	5 019,12 €	6 022,95 €
08/07/2016	21-Attribution de la mission d'équipement du réseau de sauvegarde déportée des locaux de la Police Municipale - LDLC PRO	2 181,80 €	2 618,16 €
21/07/2016	22-Acquisition terrain CHABAS parcelle D715 de 350 m <sup>2</sup>		1,00 €
21/07/2016	23-Servitude de passage sur terrain Chabas, parcelles F 546 et F 547		
27/07/2016	24-Modification de la régie de recettes "transport scolaire"		
27/07/2016	25-Modification de la régie de recettes "activités périscolaires"		
04/08/2016	26-Attribution de concession de cimetière CONFORTI Maria		



05/09/2016	27-Spectacle Pyrotechnique - Concept Communication Pyrotechnie Toulon-		3 000,00 €
05/09/2016	28-Acceptation d'un don en numéraire de Monsieur BOUCHARD pour la restauration de la fontaine angle du 8 Mai 1945		+10 000 €
05/09/2016	29-Acceptation du devis Varnett pour le nettoyage de l'école maternelle	2 660,00 €	3 192,00 €

Monsieur le Maire indique d'autre part que 7 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 27 juin 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**PREND ACTE** des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 27 juin 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

#### 6 - Questions écrites

NEANT

#### 7 - Questions orales

Les questions orales seront transcrites dans le PV de la réunion.

-----  
LA SEANCE EST LEVEE A 21h30.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,  
Bernard SAULNIER